

La France associative en mouvement

20^{ème} édition
Octobre 2022



Préface

Connaissance et Reconnaissance

La "France associative en mouvement" 2022, comme les précédentes éditions, sans prétendre à l'exhaustivité, offre un éclairage le plus objectif possible de la dynamique du monde associatif vue par ses acteurs. Ce travail minutieux d'enquête et d'analyse vise bien sûr la connaissance fine d'organisations aux mille visages. Mais cette connaissance cumulée dans le temps long vise également, par ses effets de grandeur statistique, à susciter la reconnaissance qu'elles méritent, notamment de la part des pouvoirs publics. Reconnaissons qu'à ce sujet, il y a là un déficit d'image et de notoriété qui entraîne d'autres déficits plus matériels et politiques.

Si le constat n'est pas nouveau, notre étude montre qu'un tel déficit percute très directement les responsables associatifs interrogés. Pour 44% des responsables associatifs (chapitre VI, p.27) la question de "La reconnaissance du rôle citoyen et d'utilité sociale de l'association" est un réel sujet d'inquiétude. Très exactement au même niveau que les habituelles craintes pour les aides au financement. Non seulement c'est une première au regard des résultats antérieurs, mais cela souligne le manque de considération ressenti par ceux qui ont été et sont finalement toujours – et pas uniquement le temps d'une pandémie – en première, deuxième et troisième ligne. Toujours sur le front pour amortir et tenter de remédier aux chocs de la vie.

Individuellement quand l'association est en pause durant le confinement, mais aussi collectivement par l'accompagnement durable et inclusif que propose l'association entre pairs. Cela vaut bien la reconnaissance affichée de la nation.

Dans le nouveau gouvernement, les associations héritent d'une Secrétaire d'État chargée de l'économie sociale et solidaire et de la vie associative, en la personne de Marlène Schiappa, bien connue pour ses talents de communicante et attentive à la symbolique politique. Puissent les associations en bénéficier. Dans ce sens, sa "feuille de route" propose un plan de communication pour valoriser le bénévolat et plus largement l'engagement associatif, assorti d'une remise de médaille aux plus méritants¹ (Sic)... C'est un premier pas bienvenu, il ne suffira évidemment pas. D'autant que selon les derniers sondages menés avec France Bénévolat et l'Ifop en 2022, le bénévolat dont on s'était habitué à la progression bon an, mal an, marque le pas et diminue même pour le bénévolat associatif. L'effet Covid 19 n'y est bien sûr pas pour rien et il est encore difficile de présumer de la résilience des associations qui ont dû fermer leurs portes.

Reste que certaines tendances interrogent : un bénévolat hors associations ou informel qui progresse, des bénévoles plus âgés (+ de 60 ans), piliers de nombreuses associations, qui s'engagent moins ces dernières années, sans que cela soit compensé par la montée pourtant significative de l'engagement des jeunes. Et même, bonne nouvelle dans une situation contrastée, des très jeunes, puisque selon l'INJEP, 80% des collégiens souhaitent s'impliquer dans une association. Mais pour l'heure et face à une situation économique-sociale dégradée en 2023, les aides budgétaires massives prodiguées tant aux entreprises qu'aux ménages ne devraient pas oublier le rôle des associations plus que jamais essentiel sur des sujets aussi sensibles que l'aide alimentaire, la santé, l'environnement, et plus généralement la production du bien commun. Comme l'a déclaré Gabriel Attal qui n'a sûrement pas oublié qu'il avait été lui-même Secrétaire d'État chargé de la vie associative : "Il y a des dépenses qui rapportent et des économies qui coûtent". On ne saurait mieux dire concernant l'aide aux associations.

S'adapter aux nouvelles formes de demande de bénévolat paraît également important. Sans doute en la matière faut-il agir aux deux extrêmes : le coup de main ponctuel d'un côté, l'engagement régulier et durable de l'autre. Dans le premier cas,

¹ Suggérons que la médaille du mérite existant déjà, bien des bénévoles pourraient en être gratifiés.

l'essor actuel du télé-bénévolat apporte une réponse possible, une fois surmontées les réticences des associations plutôt formatées pour le face à face. Le second cas est plus délicat, car il suppose d'évoluer vers le volontariat qui, à la différence du bénévolat, est contractualisé et indemnisé. Dans le chapitre III "Bénévolat et Volontariat", on observe la forte progression qu'a suscité la promotion du service civique. Les années 2016-2017 avaient marqué l'essor rapide de ce type de volontariat, l'année 2021 bat des records avec 145 000 volontaires ayant réalisé une mission au cours de l'année. Il faut sûrement profiter de l'engouement pour un tel dispositif apprécié de tous, pour le développer et viser son universalité. Que tous les jeunes qui y prétendent puissent trouver leur place dans un premier temps, et qu'il s'étende progressivement à tous ceux qui le souhaitent, sachant qu'un volontariat au-delà des jeunes est possible mais à la charge des associations qui les emploient. Sans oublier que le corollaire d'un volontariat élargi nécessite des associations suffisamment nombreuses et solides pour les recevoir, les accueillir, les former et les accompagner au cours de leurs missions.

Enfin, dans le fil d'une meilleure connaissance stimulant la reconnaissance, considérons une fois encore par les nombres, les ordres de grandeur d'un monde associatif que nul ne peut plus ignorer. Les chiffres : environ 1,5 million d'associations pour 12,5 millions de bénévoles, appuyés par 1,8 million de salariés, soit 10% de l'emploi privé. Plus que toute autre industrie, plus que l'ensemble du commerce de détail... Et pourtant, il ne s'agit que de la face apparente de la valeur ajoutée de l'association, puisque 90% d'entre elles fonctionnent uniquement sur le bénévolat et sur base de réciprocité, beaucoup plus difficiles à quantifier. On sait seulement que toutes les économies non monétaires, ajoutées les unes aux autres, de l'économie domestique, en passant par le bénévolat formel et informel à l'économie contributive, on dépasse aisément le PIB. Ce que l'économie ne mesure pas est non seulement plus important que ce qu'elle mesure, mais conditionne la performance et la réussite de l'économie dans son ensemble.

Faudrait-il mesurer et quantifier tout ce qui n'a pas de prix pour valoir reconnaissance ?

De Roger SUE, Sociologue, professeur à l'université de Paris et chercheur au Centre d'Etude et de Recherche sur les Liens Sociaux (laboratoire CERLIS - CNRS). Président du Comité d'experts et administrateur de R&S.